

Les subsides

Je dis nous, en pensant aux Canadiens, parce que les gouvernements ne l'ont pas fait tout seuls. Les gouvernements ont fourni le cadre et les encouragements nécessaires pour motiver le secteur privé à se libérer de certaines entraves qui existaient auparavant et à s'employer à créer des possibilités d'avenir au Canada. C'est ce qui favorise la croissance économique. Il y a à ce sujet une grande divergence d'opinion, je crois comprendre, entre le gouvernement et les partis d'opposition à la Chambre, mais il a été prouvé à maintes reprises depuis trois ans que la voie que nous avons empruntée est la bonne. Cet accord de libre-échange ne fait que poursuivre et renforcer les programmes qui se sont révélés si fructueux.

[Français]

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au . . .

[Traduction]

M. Langdon: Monsieur le Président, si vous vouliez bien vérifier la liste des orateurs, vous constateriez que c'était le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) qui a parlé avant le ministre et j'avais pensé . . .

Le président suppléant (M. Paproski): Oui, je l'ai remarqué, mais il reste suffisamment de temps pour donner la parole au député d'Essex-Windsor (M. Langdon), et au député de Shefford (M. Lapierre), je crois.

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat important sur l'avenir du Canada et de voir aujourd'hui que la Chambre des communes s'intéresse, encore une fois, à toute la question du libre-échange. J'entendais un peu plus tôt le ministre d'État au commerce international nous dire que l'opposition voulait ramener les choses à il y a 20 ans. Je lui rappellerai un peu d'histoire et lui dirai que ce débat sur la possibilité d'avoir des relations plus étroites avec les États-Unis fait rage au Canada depuis 1878, depuis l'époque de la réciprocité. Et, à chaque génération ou deux, les Canadiens se posent la question. Et à chaque occasion, historiquement, depuis 1878, en 1891, en 1911, en 1947-1948, à chaque occasion, les Canadiens, après avoir examiné l'option de s'intégrer avec les États-Unis, de s'intégrer plus près des États-Unis, à chaque occasion, les Canadiens ont dit non. À chaque occasion, le sentiment d'être Canadien a pris le dessus sur la théorie économique adoptée par certains et particulièrement par les plus favorisés dans notre société.

On est à discuter de cette question-ci, d'une initiative du gouvernement et, monsieur le Président, c'est tellement bizarre, quand on relit les propos que le premier ministre actuel (M. Mulroney) tenait en juin 1983. Il disait à propos du libre-échange:

● (1640)

[Traduction]

La souveraineté canadienne est touchée, et c'est pourquoi nous ne voulons pas de cet accord.

[Français]

C'est le même premier ministre qui maintenant se débat corps et âme pour défendre un accord commercial qu'il a signé à la va-vite, à la sauvette, à minuit moins cinq, avec le gouvernement américain, qu'il a signé à genoux, et le Parlement, sans

mandat du peuple, est actuellement à débattre une question fondamentale pour notre avenir comme pays.

À mon avis, monsieur le Président, ce débat est illégitime sans avoir l'assentiment populaire. Ce n'est pas acceptable pour le gouvernement de faire une pareille profession de foi et de pareils changements fondamentaux à notre société sans pour autant consulter les gens qui en seront affectés. Jamais au cours de la dernière campagne électorale un des députés conservateurs qui siègent ici n'a parlé de libre-échange. Jamais cela n'a été inscrit à leur agenda. Et maintenant, guidés par des intérêts de je ne sais trop où, ils ont décidé . . .

Mme Bourgault: L'intérêt des Canadiens . . .

M. Lapierre: Si la députée de l'autre côté pouvait attendre son tour pour parler . . . ils ont décidé d'essayer de passer un sapin aux Canadiens.

Monsieur le Président, on va se battre et se débattre pour s'assurer que cette entente-là n'entre jamais en vigueur. On va s'assurer qu'un gouvernement, qui abuse de la confiance du public—c'est ce que j'appelle la tyrannie de la majorité—qui actuellement essaie de passer envers et contre tous une mesure radicale pour notre avenir comme pays . . .

Monsieur le Président, on parle de la crise protectionniste aux États-Unis et on nous a présenté cette entente comme un élixir à tous nos maux. Pourtant, si on regarde les dernières statistiques, le Canada a même un excédent commercial qui augmente avec les États-Unis. Au moment où on se parle, à chaque année, bon an mal an, le Canada a un excédent commercial de près de 20 milliards de dollars. Et si vous pensez que les Américains se sont assis à la table pour continuer cet excédent commercial ou pour l'augmenter, vous vous faites des illusions.

Je pense que les membres du gouvernement qui devraient profiter de la situation favorable du Canada ont ouvert la porte pour harmoniser . . . Bien, harmoniser, cela veut dire d'égal à égal et cela veut dire que l'excédent commercial dont on jouit actuellement ne sera pas là pour longtemps.

Monsieur le Président, on a vu la manière dont cela a été négocié. Cela a été négocié dans le secret, dans les déclarations démenties, dans les démentis déclarés. Pendant tout l'exercice, ce gouvernement a laissé aller l'information au compte-gouttes—souvent de l'information contradictoire. Monsieur le Président, les Canadiens ont le droit d'être informés pleinement de ce qui s'est passé autour de cette table. Les Canadiens ont le droit d'avoir accès aux études qui ont été faites pour évaluer l'impact du libre-échange. Actuellement, le gouvernement tente par tous les moyens d'essayer de faire avaler cette pilule-là sans pour autant mettre les faits sur la table.

Monsieur le Président, je pense que c'est lâche de la part du gouvernement, je pense que c'est insidieux de la part du gouvernement d'essayer de tenir le public dans l'ignorance pour n'en favoriser qu'une poignée. Regardez les grands adeptes de cette Entente. Avez-vous vu des petits commerçants? Avez-vous vu des gens ordinaires? Ce qu'on a vu à ce jour, les présidents de grandes multinationales qui crient «bravo». C'est tout ce que vous avez vu. Vous regardez le président d'Alcan. Je ne suis pas inquiet pour lui du tout. On a vu qu'il s'était fait des petits *cozy deals*. Le premier ministre, ses ministres se sont levés devant nous sans même être gênés pour dire que le projet